



Le tournant des études sur la guerre en France

Jean-Baptiste Jeangène Vilmer

Directeur de l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM).

« Il est rare, depuis de longues années, que des professeurs consacrent leur temps et leur réflexion aux problèmes proprement militaires. Cette lacune, pour être traditionnelle, n'en est pas moins fâcheuse.

Dans l'enseignement de la science politique et de l'histoire, l'étude des institutions militaires, des rapports entre ces institutions et les États ou les régimes sociaux aurait dû occuper une place plus large que celle qui lui a été effectivement accordée. Il était déplorable de mettre le récit des batailles au premier rang, il serait déraisonnable d'oublier que les guerres ont été, à travers les siècles, un phénomène endémique et que les instruments de combat, au même titre que les outils de travail, sont à la fois l'expression d'une société et un des facteurs qui en commandent l'organisation. De plus, dans une démocratie, la défense nationale concerne directement le citoyen. Pourquoi celui-ci ne s'efforcera-t-il pas d'acquérir assez de connaissances pour comprendre les problèmes ? Ce qui s'impose en fait d'économie n'est pas moins nécessaire en fait de stratégie. Probablement le manque de communication entre universitaires et officiers, les soupçons que des crises multiples leur ont inspirés les uns à l'égard des autres expliquent cette lacune de notre enseignement.

Cette lacune est aujourd'hui à la fois plus visible et plus grave (...). Jadis, (...) on préparait la guerre en temps de paix, mais on faisait la distinction entre la paix et la guerre et l'on admettait à l'avance qu'il y aurait une distinction nette entre l'une et l'autre. Il n'en va plus de même à l'heure présente ».

Raymond Aron, *Le Grand débat. Initiation à la stratégie atomique* ; Paris, Calmann-Lévy, 1963.

Ces lignes de Raymond Aron, plaidant pour l'étude de la guerre à l'université, restent d'une actualité frappante – même si, et l'auteur en serait sans doute ravi, les choses commencent à changer. Ces dernières années s'est constitué un véritable mouvement en faveur de « *War Studies* » à la française, animé par une poignée d'universitaires et soutenu par le ministère de la Défense.

Les « études sur la guerre » peuvent être définies comme le domaine de recherche pluridisciplinaire ayant la guerre au sens large pour objet. Elles reposent sur le présupposé que la guerre est un « fait social total », pas seulement au sens étroit que Marcel Mauss donnait à cette expression (comme un fait qui met « en branle dans certains cas la totalité de la société et de ses institutions... et dans d'autres cas, seulement un très grand nombre d'institutions ») ⁽¹⁾, mais dans le sens où la guerre sous toutes ses formes touche toujours et en même temps à la politique, l'économie, l'histoire, la sociologie, l'éthique, la géographie, le droit, etc. Elle est un phénomène complet qui se prête mal au découpage disciplinaire et que seule une approche transversale permet de comprendre. De ce point de vue, les études sur la guerre incluent par définition toute approche disciplinaire de la guerre (histoire militaire, droit des conflits armés, éthique de la guerre, sociologie des forces armées, économie de défense, etc.). Leur raison d'être est précisément de réunir ces approches éclatées.

(1) Marcel Mauss : *Sociologie et anthropologie* ; Paris, PUF, 2013, p. 274.



Le problème bien entendu est qu'il n'existe pas de « la guerre » une définition consensuelle. Souvent trop larges (« la guerre est un acte de violence destiné à contraindre l'adversaire à exécuter notre volonté »)⁽²⁾ ou trop étroites (« la guerre est un conflit entre au moins deux États »)⁽³⁾, les définitions de la guerre sont rarement satisfaisantes. Les quantitativistes fixent des seuils arbitraires (tout conflit faisant plus de 1 000 morts au combat par an)⁽⁴⁾, et d'autres attendent une déclaration qui peut ne jamais venir (la déclaration de guerre, apparue dans la Convention de La Haye de 1907, n'a jamais été – et est encore moins aujourd'hui – un bon indicateur de l'état de guerre). C'est pourquoi le droit international, qui aime la rigueur, a peu à peu abandonné le concept et ne parle plus de guerre mais de conflit armé international ou non international.

Avoir « la guerre » pour objet dessine donc des contours flous, ce qui permet aux études sur la guerre de constituer le domaine le plus inclusif d'un champ relativement encombré. En dépit de l'usage qui tend à les confondre, les nombreuses appellations relatives à l'étude des conflits armés – études sur la guerre, stratégiques, de sécurité, militaires, de défense, etc. – désignent des catégories certes proches, mais différentes. Jean-Vincent Holeindre a utilement montré comment les distinguer⁽⁵⁾. Les études stratégiques (*Strategic Studies*) se concentrent sur la préparation et la conduite de la guerre. Développé aux États-Unis dans l'après-Deuxième Guerre mondiale et structuré autour de la question nucléaire, ce domaine a surtout été approprié par la science politique, avec une dimension technologique importante. Il a suscité des critiques pacifistes – avec l'émergence des études de paix (*Peace Studies*) et des travaux sur la résolution des conflits et la médiation internationale – et post-positivistes (constructivistes) au moment où, à la fin de la guerre froide, il fallait prendre en compte les mutations des relations internationales (désoccidentalisation du monde, montée en puissance des acteurs non-étatiques, continuum sécurité-défense). Les études stratégiques ont alors été dépassées et, selon certains, absorbées par les études de sécurité (*Security Studies*). Celles-ci sont plus globales en ce qu'elles s'intéressent à toutes les menaces, qu'elles soient ou non de nature militaire, y compris et contrairement aux études stratégiques aux menaces qui n'émanent pas d'une intention hostile, comme les migrations ou les pandémies.

Dans ce paysage où figurent également les études militaires (*Military Studies*), qui sont définies par les acteurs plus que par les objets étudiés, et les études de défense (*Defence Studies*), qui recoupent par définition les intérêts d'un ministère de la Défense et ajoutent donc aux études militaires des questions d'économie de

(2) Carl von Clausewitz : *De la guerre* ; Paris, Minuit, 1955, p. 51.

(3) Lassa Oppenheim : *International Law* ; 7th ed., H. Lauterpacht ed., London/New York, Longmans/Green, 1952, vol. II, p. 202.

(4) Melvin Small et Joel David Singer : *Resort to Arms* ; Beverly Hills, Sage Publications, 1982.

(5) Jean-Vincent Holeindre : « Des *Strategic Studies* aux *War Studies* : la structuration d'un champ d'études », in S. Taïllat, J. Henrotin et O. Schmitt, *Guerre et stratégie : approches, concepts* ; Paris, PUF, 2015, p. 499-514.



défense ou de ressources humaines par exemple, comment les études sur la guerre se distinguent-elles ? Avec les études de sécurité, elles partagent la dimension académique (les deux étant nées à l'université, contrairement aux études stratégiques qui se sont développées dans l'administration et les *think tanks* américains) et surtout le caractère inclusif. Les études sur la guerre sont plus étroites puisqu'elles se restreignent à une menace particulière qu'est le conflit armé, mais elles sont plus larges que toutes les autres approches en abordant celui-ci sous tous les angles possibles. Dans cet ensemble de cercles aux périmètres mouvants, davantage sécants que concentriques, les études sur la guerre se distinguent par leur volonté d'inclure toutes les sciences humaines et sociales, pas seulement celles traditionnellement concernées par les questions de défense et de sécurité, mais aussi par exemple la philosophie, la littérature, la psychanalyse, etc. Refusant d'opposer les paradigmes les uns aux autres – en premier lieu la guerre et la paix puisque les termes sont corrélatifs (il n'y a pas de guerre sans paix et vice-versa) – elles défendent plutôt une approche globale, non-paradigmatique, et plus adaptée à la complexité de son objet.

Le retard français

Reconnues comme une discipline académique dans le monde anglophone depuis au moins un demi-siècle, les études sur la guerre sont particulièrement développées dans les universités britanniques. Le département de *War Studies* du *King's College* de Londres, fondé en 1962, reste la référence mondiale en la matière. Il forme plus de 2 000 étudiants par an, dont de nombreux étrangers. Son corps enseignant réunit des théoriciens de différentes disciplines (science politique, histoire, droit, philosophie, etc.) et des praticiens de différentes origines (militaires, diplomates, médecins, journalistes, etc.). Depuis 1997, il s'est doublé d'un département de *Defence Studies*, qui fait de l'enseignement militaire supérieur pour le *Joint Services Command and Staff College* à Shrivenham. Une myriade d'autres centres d'études sur la guerre sont apparus depuis dans les universités britanniques ⁽⁶⁾.

Ailleurs en Europe, les pays nordiques sont particulièrement riches en études stratégiques – paradoxalement puisqu'ils sont surtout connus pour leur tradition de *Peace Studies* ⁽⁷⁾ – et le Danemark se distingue avec deux centres de recherche récents mais dynamiques : le *Center for Military Studies (CMS)* de l'Université de Copenhague et le *Center for War Studies (CWS)* de l'Université du Danemark du Sud. Outre-Atlantique, il est davantage question d'études de sécurité,

(6) Dont le *Changing Character of War Programme* de l'université d'Oxford depuis 2003, le *Centre for War Studies* de l'université de Birmingham, l'*Institute for the Study of War and Strategy* de l'université de Saint Andrews, le *Centre for War and Technology* de l'université de Bath et le *Ways of War Centre* de l'université de Reading. Des diplômes en *War Studies* sont également délivrés par d'autres universités.

(7) Nathalie Blanc-Noël et Matthieu Chillaud : « Les structures de la recherche stratégique dans les pays nordiques », *Annuaire français de relations internationales*, 5, 2004, p. 700-721.



d'études stratégiques et d'histoire militaire que d'études sur la guerre en tant que telles, mais quel que soit le label les centres de qualité sont nombreux ⁽⁸⁾.

Le paysage est donc clairement dominé par les institutions anglophones (britanniques, américaines ou inspirées par elles). En France, les nombreuses tentatives de créer à l'université des centres de recherche ou des formations dans ce domaine depuis le début de années 1970 ⁽⁹⁾ ont rarement duré et/ou n'ont jamais atteint la taille critique – une « instabilité institutionnelle [qui] contraste si péniblement avec la pérennité des institutions homologues outre-Manche » ⁽¹⁰⁾. Résultat : « il existe de multiples centres, très émiettés et à la production très faible » ⁽¹¹⁾. Si la France a malgré tout pu produire une pensée stratégique propre et des auteurs importants, c'est grâce aux talents individuels et aux efforts des associations et des instituts de recherche, sans oublier le ministère de la Défense lui-même qui – il faut le souligner – a toujours été non seulement consommateur mais aussi producteur de recherche ⁽¹²⁾. D'où l'idée de penser l'École militaire comme un « campus » ⁽¹³⁾. Cependant, cette externalité n'a pas permis de faire des études sur la guerre un domaine de recherche reconnu à l'université. Ce constat est ancien : le retard français en la matière est dénoncé depuis longtemps par des chercheurs ⁽¹⁴⁾, l'administration ⁽¹⁵⁾ et les militaires (« Il n'existe pas de *war studies* à la française » regrettait par exemple le CDEF en 2004) ⁽¹⁶⁾.

Ce retard a plusieurs raisons que Jean-Vincent Holeindre et moi-même avons déjà analysées dans les pages de la *Revue Défense Nationale* ⁽¹⁷⁾. En bref, le

(8) Par exemple le *Arnold A. Saltzman Institute of War and Peace Studies* de l'université Columbia à New York, fondé en 1951, le *Security Studies Program* du *Massachusetts Institute of Technology (MIT)*, le *Center for International Security and Cooperation* de l'université Stanford, ou le *Mershon Center for International Security Studies* de *Ohio State University*, sans compter les centres de recherche en relations internationales qui, comme la *School of Advanced International Studies* de l'université Johns Hopkins par exemple, ont d'importantes ressources humaines sur l'étude des conflits armés. Au Canada, on notera que le Collège militaire royal propose un doctorat (*Ph.D.*) en *War Studies*.

(9) Le Centre d'histoire militaire et d'études de défense nationale de Montpellier en 1969, le Centre d'études politiques de défense de l'université Paris-1 en 1971, etc.

(10) Hervé Coutau-Bégarie : « L'héritage de la pensée militaire française », *La pensée stratégique : une vocation pour l'École militaire*, « Les Cahiers de la RDN », juillet 2009, p. 202.

(11) *Ibidem*.

(12) Avec en premier lieu l'IRSEM, créé en 2009 par la fusion de quatre centres de recherche (CEREM, C2SD, CEHD, CHEAr), mais aussi les ressources des trois armées (l'Armée de terre a le CDEC, issu de la fusion du CDEF et du CESAT, et le CREC de Coëtquidan ; l'Armée de l'air le CERPA [CESA] et le CReA de Salon-de-Provence ; et la Marine le CEM et l'IRENav de Brest) et le CICDE pour l'interarmées. L'enseignement militaire supérieur (École de Guerre et CEM) contribue aussi à dynamiser la recherche stratégique, ainsi que, en interministériel, l'IHEDN et le CSFRS.

(13) Idée proposée par le CGA Daniel Hervouët et Jean-Jacques Roche en avril 2002 et régulièrement reprise depuis (par exemple dans *La pensée stratégique : une vocation pour l'École militaire*, *op. cit.* et Jean Dufourcq, « Pour une université stratégique à l'École militaire », tribune de la *RDN*, 1^{er} novembre 2012).

(14) Hervé Coutau-Bégarie : « La recherche stratégique en France », *Annuaire français de relations internationales*, 1, 2000, p. 787-804 ; Matthieu Chillaud : « *Strategic Studies in France*: Plus ça change... », *Res militaris*, 3:1, 2012.

(15) Dans une succession de rapports par François Heisbourg (2000), Pierre Conesa et le CGA Daniel Hervouët (2001), l'amiral Lanxade (2002), Gilles Andréani et Frédéric Bozo (2004), Alain Bauer (2006, 2008) et les deux derniers *Livres blancs sur la défense et la sécurité nationale* (2008, p. 146 et 2013, p. 74).

(16) CDEF, *Doctrine. Revue d'études générales*, numéro spécial sur la rencontre du 29 novembre 2004 consacrée au « Retex et prospective », février 2005, p. 27.

(17) Jean-Vincent Holeindre et Jean-Baptiste Jeangène Vilmer : « Pour des *war studies* en France : un diagnostic et des propositions », *Revue Défense Nationale*, n° 785, décembre 2015, p. 53-59.

champ a longtemps souffert de deux maux : la marginalisation et la fragmentation. La marginalisation est « en partie d[ue] à l'héritage d'un certain antimilitarisme de l'université française né dans l'entre-deux-guerres et qui s'est accru après la Seconde Guerre mondiale »⁽¹⁸⁾. Ancré dans des temps plus anciens (le maréchal Lyautey dénonçait déjà en 1891 cette « vieille prévention des hommes de pensée contre les gens d'épée »)⁽¹⁹⁾, il s'est en effet développé durant la guerre froide, à cause essentiellement de deux facteurs : d'une part, la guerre d'Algérie, qui a eu un double effet neuroleptique, sur le développement de la recherche stratégique et sur la liberté d'expression des militaires ; et, d'autre part, la plus longue période de paix de l'histoire récente, qui a pu donner l'impression que la guerre était un objet d'étude dépassé, donc non digne de l'intérêt des sciences humaines et sociales. Beaucoup d'universitaires croyaient à la pacification graduelle des relations internationales. L'avenir ne leur a malheureusement pas donné raison, mais cela explique en partie que les relations entre l'Université et la Défense ont longtemps été teintées de méfiance réciproque.

La marginalisation des études sur la guerre est en outre renforcée par d'autres facteurs, liés à la dimension pratique de l'objet d'étude. Travailler sur la guerre implique – en tout cas pour ceux qui veulent le faire sérieusement – d'échanger avec les politiques qui la décident et les militaires qui la conduisent. Même dans sa partie la plus abstraite, cette activité reste « une pensée de l'action et pour l'action »⁽²⁰⁾. Or, certains estiment que cette posture menace l'indépendance de la recherche. Les chercheurs en études sur la guerre souffrent donc d'une présomption d'illégitimité scientifique : souvent perçus comme des « experts », voire des « conseillers du Prince » lorsqu'ils ont la mauvaise idée de donner à leur recherche une forme digeste pour le décideur, ils doivent sans cesse prouver la scientificité de leur travail. Ce mépris de la pratique est encore une exception française : aux États-Unis par exemple, les carrières faites d'allers-retours entre l'université et l'administration sont fréquentes, et il semble évident à tout le monde que dans ces domaines (la politique étrangère ou la défense), c'est un enrichissement mutuel⁽²¹⁾.

Quant à la fragmentation du champ, elle est d'abord disciplinaire, puisqu'en France les sciences « phares » qui étudient la guerre, comme l'histoire, le droit, la science politique ou la géographie, défendent leur pré carré et ne dialoguent que très peu mutuellement, alors que les études sur la guerre sont fondées sur la pluridisciplinarité. Pour cette raison, se tourner vers les études sur la guerre revient souvent à se détourner de sa discipline d'origine, et risquer d'être finalement marginalisé par elle. La fragmentation est aussi institutionnelle : on réfléchit

(18) Entretien avec Hervé Coutau-Bégarie, *La Nouvelle Revue d'Histoire*, 33, novembre-décembre 2007, en ligne.

(19) Maréchal Lyautey : « Du rôle social de l'officier », *Revue des deux mondes*, mars 1891, p. 446.

(20) François Géré : « Grandeur et servitudes de la recherche stratégique », *La pensée stratégique : une vocation pour l'École militaire*, op. cit., p. 127.

(21) Dans le domaine plus large des relations internationales, Pascal Boniface avait déjà très bien dénoncé ces travers dans « La France veut-elle penser l'international ? », *Espaces Temps*, 71:1, 1999, p. 59-66.



sur les conflits armés à de nombreux endroits – dans les universités, les instituts de recherche, au sein des ministères (Défense, Affaires étrangères, SGDSN) et même dans les grandes entreprises – mais généralement pas ensemble. Chacun reste dans son monde. La tendance du milieu universitaire français à distinguer entre les « vrais » chercheurs de l'université et du CNRS (docteurs publiant dans des revues scientifiques et des presses universitaires) et les « experts » des *think tanks*, aux profils variés et dont le travail plus *policy-oriented* est considéré comme n'étant pas, ou moins, scientifique, ne contribue pas qu'à marginaliser le champ des études sur la guerre : il le fragmente aussi, en entretenant une dichotomie stérile et le plus souvent injustifiée entre les institutions qui y contribuent ⁽²²⁾.

En outre, il ne faut pas perdre de vue que, pendant des décennies, le débat stratégique français a été animé par ces instituts extra-universitaires. Avec moins de moyens que leurs homologues britanniques et allemands, ils ont fourni une production qui n'avait parfois rien à leur envier. Il leur reste évidemment des progrès à faire, mais le retard français en études sur la guerre dont il est ici question est celui des universités. Manquant d'expérience, d'outils et de ressources humaines sur l'étude des conflits armés, elles commencent à comprendre qu'au lieu de mépriser ces *think tanks* et autres instituts de recherche, leur intérêt est de s'en rapprocher pour travailler ensemble.

Le rattrapage actuel

Depuis quelques années, la donne a changé pour plusieurs raisons. Premièrement, le renouvellement générationnel, qui s'est fait à la fois de l'intérieur et par l'extérieur. En France, les bourses doctorales du ministère de la Défense – en premier lieu de la Direction générale de l'armement (DGA), qui finance 130 thèses par an (dont environ 5 en sciences humaines et sociales), puis de la Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS) – ont contribué à faire émerger des jeunes chercheurs, dont certains occupent aujourd'hui des postes importants ⁽²³⁾. L'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM) les forme dans un séminaire mensuel, et offre des bourses de mobilité permettant à cette « relève stratégique » de rayonner dans le monde entier.

Cette nouvelle génération est aussi issue d'une mobilité internationale croissante. Un certain nombre de jeunes chercheurs français ont été se former à l'étranger dans les pays où les *War Studies* sont prises au sérieux. Certains y sont restés, d'autres sont revenus et tentent de développer ce domaine en France, et

(22) Cette dichotomie contestable reste profondément ancrée dans les esprits des universitaires français (le besoin de se distinguer des « experts » est beaucoup moins grand à l'étranger). En outre, la catégorie de *think tank* est floue : quelques-uns, bien connus, assument cette identité (FRS, IFRI et IRIS), contrairement à certains instituts de recherche revendiquant une dimension plus universitaire (CERI, IRSEM).

(23) Par exemple Alexandra de Hoop Scheffer, directrice du bureau de Paris du *German Marshall Fund of the United States* (GMF), ou Jean-Vincent Holeindre, professeur de science politique et directeur scientifique de l'IRSEM.



d'autres encore repartent à l'étranger faute de trouver un poste ici ⁽²⁴⁾. À noter qu'une grande partie de cette génération s'est organisée dans l'Association pour les études sur la guerre et la stratégie (AEGES), créée en 2015, dont l'objectif est précisément de promouvoir ce domaine de recherche dans le milieu universitaire français.

Deuxièmement, un autre facteur de changement est le contexte sécuritaire international et national. La multiplication des opérations militaires extérieures (Libye 2011, Côte d'Ivoire 2011, Mali 2013, RCA 2013, Irak 2014, Syrie 2015) et intérieures (*Vigipirate*, *Sentinelle*), et le risque terroriste accru depuis 2015 ont contribué à une prise de conscience, parfois brutale, de l'importance sociale du sujet. L'appel à projets du président du CNRS au lendemain du 13 novembre 2015 a incité de nombreux chercheurs à investir ce champ de recherche. Certains l'ont fait sans réelle connaissance, avec opportunisme, s'inventant du jour au lendemain spécialistes de la radicalisation ou du contre-terrorisme, occupant les plateaux télévisés. Mais pour d'autres, cette reconnaissance par l'ensemble de la communauté scientifique et aussi par la société française de l'importance de leur sujet de recherche a été libératrice.

Troisièmement, il faut insister sur le rôle du ministère de la Défense. En dépit des efforts entrepris depuis le début des années 1970 ⁽²⁵⁾, avec notamment la création de la Fondation pour les études de défense nationale (1972-1992), l'histoire de ses relations avec l'Université est jonchée de cadavres. Nombreux sont les projets abandonnés ou avortés, les rapports et les propositions qui n'ont finalement pas été mis en œuvre. Les plus lucides reconnaissent que « tous les mécanos institutionnels des trente dernières années ont échoué » ⁽²⁶⁾. En cause, un manque de volonté politique et une absence de consensus entre les différents acteurs, universitaires et institutionnels ⁽²⁷⁾. Or, sur ces deux facteurs précisément, des progrès majeurs ont été réalisés ces dernières années. Jamais la recherche stratégique n'aura été autant promue que durant le mandat qui s'achève. Le ministre Jean-Yves Le Drian a fait l'une de ses priorités « d'aider à l'émergence, au sein des sciences humaines et sociales, d'une recherche stratégique universitaire, (...) qui passe par le développement de *war studies* à la française » ⁽²⁸⁾.

(24) Pour donner des exemples de ces trois situations : Olivier Schmitt, qui a aussi bénéficié d'une bourse DGA, a fait son doctorat au département de *War Studies* du *King's College* de Londres et est désormais professeur au *Centre for War Studies* de l'université du Danemark du Sud. Je suis pour ma part rentré en France pour rejoindre le Quai d'Orsay puis le ministère de la Défense après avoir fait mon doctorat au Canada et aux États-Unis, puis avoir enseigné au même département de *War Studies* du *King's College* de Londres. Et Alice Pannier, dont la thèse a également été financée par la DGA, est actuellement postdoctorante à l'IRSEM après avoir fait des séjours de recherche au Royaume-Uni, mais elle nous quitte pour prendre un poste de professeur à l'université Johns Hopkins à Washington DC.

(25) Le SGDN aussi a joué un rôle avec la Mission pour les études et les enseignements de défense (MEED), entre 1977 et 1995.

(26) Dominique David : « Les études stratégiques en France : plaidoyer pour une vieille lune », *La pensée stratégique : une vocation pour l'École militaire*, op. cit., p. 123.

(27) Patrice Buffotot, Catherine de La Robertie et Jérôme Pellistrandi, « Pour la création d'une université de défense en France : un projet utopique ? », *Défense & Stratégie*, 33, 2012, p. 65.

(28) Jean-Yves Le Drian, conférence de clôture du colloque « Le Renouveau de la recherche stratégique », 25 janvier 2017.



Cette volonté, mise en œuvre par la DGRIS, s'incarne dans un Pacte enseignement supérieur (PES) qui, en plus des allocations doctorales et postdoctorales déjà fournies, prévoit le financement de plusieurs centres de recherche dans le domaine des études sur la guerre, à hauteur de 300 000 € par an pendant cinq ans renouvelable. L'un des intérêts de cette mesure est d'accroître l'employabilité des jeunes chercheurs en incitant les universités à créer des postes. Au PES s'ajoutent notamment la réforme de l'IRSEM et celle des études externalisées, dans une approche globale.

Quatrièmement, il y a aussi (au moins l'espoir d')une fécondation croisée entre militaires et chercheurs : de plus en plus de chercheurs civils s'engagent dans la réserve opérationnelle ou citoyenne ; et réciproquement des outils sont mis en place pour encourager les militaires à entreprendre un doctorat (une convention de novembre 2015 entre la Direction de l'enseignement militaire supérieur du ministère et l'université Paris-1 Panthéon-Sorbonne permet aux stagiaires de l'École de Guerre de faire valider une partie de leurs enseignements dans le cadre de la préparation d'un doctorat). Pour l'instant, ils sont encore trop peu nombreux à en profiter (voir *infra*), mais cette mesure va dans le bon sens. Civils et militaires sont en outre rapprochés par une prise de conscience de leurs limites respectives, et donc de leur besoin réciproque – les civils ayant finalement compris qu'un monde sans guerre n'était pas pour demain, et les militaires qu'« il ne peut y avoir de paix durable sans développement ni de développement durable sans paix »⁽²⁹⁾. Le consensus que suscite l'approche globale est un ciment pour les relations civilo-militaires, y compris en matière de recherche.

Enfin, cinquièmement, le fait de présenter la matière sous le label « études sur la guerre » – au sens inclusif de guerre et paix – plutôt que « études stratégiques » ou « études de défense » comme cela a pu se faire par le passé, parle davantage aux universitaires pour les raisons rappelées plus haut : parce que c'est un vocable qui vient de l'université, qu'il s'incarne dans un précédent convaincant (le département du *King's College* de Londres), et que son caractère inclusif permet d'associer toutes les sciences humaines et sociales, dont l'histoire, le droit, la sociologie et la philosophie par exemple, qui restent, particulièrement en France, des disciplines puissantes.

Les défis futurs

Une étude d'Olivier Schmitt⁽³⁰⁾ montre que l'émergence des *War Studies* à l'étranger dépend essentiellement de trois paramètres : une prise de conscience sociale de l'importance du sujet (condition à peu près remplie en France depuis

(29) Général Pierre de Villiers et Rémy Rioux : « Défense et développement : une seule voix pour "une paix d'avance" », *Le Figaro*, 5 décembre 2016.

(30) Olivier Schmitt : « *Defence as War* », à paraître dans le *Routledge Handbook of Defence Studies* dirigé par David Galbreath et John Deni (2017). Une version française de ce texte sera prochainement publiée par l'IRSEM.

novembre 2015), une promotion de l'interdisciplinarité (qui reste un facteur bloquant en France) et le souci d'être utile au politique (qui reste aussi problématique chez nous à cause du fantasme de « pureté » de nombreux universitaires qui craignent de passer pour des conseillers du Prince – tout en étant souvent flattés de l'être lorsque leur avis est sollicité).

Les efforts consentis par plusieurs acteurs pour développer les études sur la guerre en France ces dernières années sont sans précédent, mais les difficultés sont telles que l'on ne pourra pas faire l'économie d'une approche globale : ce sont les mentalités qu'il faut changer, de l'intérieur des milieux académique et militaire. Cela signifie, pour le ministère de la Défense, qu'il faut coopérer étroitement avec le secrétariat d'État chargé de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Il faut également prendre garde au morcellement, qui a toujours été l'une des causes de la faiblesse de la recherche stratégique dans notre pays : ce n'est qu'en soutenant les quelques pôles réellement prometteurs, parce qu'ils ont la masse critique et la qualité requise, que l'on pourra faire émerger des *War Studies* à la française.

Dans les milieux académiques, deux défis principaux subsistent. Le premier est la scientificité du champ. Les sceptiques n'ont pas toujours tort. En France, pas seulement dans ce domaine malheureusement, trop de productions ne correspondent pas aux standards qui seraient attendus dans d'autres pays, comme l'évaluation en double aveugle par les pairs pour les articles dits scientifiques. Trop de revues et d'éditeurs publient les yeux fermés, parce qu'ils connaissent les auteurs ou n'osent pas les corriger. Au final, le meilleur peut trop facilement côtoyer le pire. La nouvelle génération, souvent formée à l'étranger et qui publie davantage en anglais, devrait contribuer à importer les standards internationaux et à promouvoir la rigueur scientifique dans les publications françaises.

Le second défi est l'interdisciplinarité. La profusion actuelle de formations, souvent de niveau master, sur les questions de défense et de sécurité dans les universités françaises – profusion due autant à une tendance de fond qu'à un effet de mode depuis les attentats de 2015 – ne contribue qu'imparfaitement à faire émerger des études sur la guerre en France. Perçues comme des spécialités offertes au sein d'un département disciplinaire, le plus souvent la science politique, l'histoire ou le droit, elles manquent l'idée première des études sur la guerre, qui est précisément de s'émanciper des disciplines.

Lorsque l'historien Michael Howard a créé en 1962 au *King's College* de Londres un département de *War Studies*, il n'a pas créé une « mention » ou une « spécialité » au sein d'une discipline existante. Il a résisté à la tentation d'en faire une excroissance du département d'histoire, par exemple. Il a adopté une approche par objet, plutôt que par discipline, et c'est sur cette différence spécifique que repose l'identité des études sur la guerre dont la pluridisciplinarité est autant une conséquence qu'une condition de possibilité.



Pour l'instant, en France, ces initiatives nombreuses n'ont pas le choix que de se rattacher à un département disciplinaire, puisque notre système universitaire, centralisé et conservateur, n'encourage pas les approches pluridisciplinaires et les universités n'ont pas la liberté de s'affranchir des catégories existantes. Cela vaut pour les études sur la guerre comme pour les relations internationales. Le retard français en la matière est abyssal : cela fait près d'un siècle qu'il existe des départements de relations internationales au Royaume-Uni (*Aberystwyth* 1919, *LSE* 1924), aux États-Unis (*Georgetown University* 1919, *University of Chicago* 1928) et en Suisse (*Graduate Institute of International Studies* 1927), par exemple. En 2017, il n'y en a toujours aucun en France et les relations internationales ne sont toujours pas reconnues comme une discipline en tant que telle.

Il y a un débat interne, parmi les promoteurs des études sur la guerre, pour savoir si les deux objectifs doivent être liés : faut-il préférer une approche par le haut, en tentant d'abord d'obtenir une section « Relations internationales » au Conseil national des universités (CNU) pour présenter dans un second temps les études sur la guerre comme un sous-domaine de cette section ? Beaucoup n'y croient pas, tant la situation semble bloquée par l'inertie du système et les luttes territoriales, chaque discipline défendant jalousement son pré carré. Par ailleurs, les études sur la guerre relèvent d'abord mais pas exclusivement des relations internationales : les conflits non internationaux et défis de sécurité intérieure prennent même de plus en plus d'importance. Faut-il alors préférer une approche par le bas, en multipliant les initiatives de formations et centres de recherche qui restent pour l'instant rattachés aux départements disciplinaires traditionnels, en espérant qu'elles finiront par générer une demande telle que les universités trouveront un moyen de consacrer ce domaine de recherche, avec ou sans le CNU ?

Cette seconde approche est d'ores et déjà en train de se réaliser, avec au moins deux risques : pour les études sur la guerre, celui de la dispersion ; et pour les universités, celui de susciter des tensions au sein des départements (un département d'histoire hébergeant un centre d'études sur la guerre ayant *de facto* une activité pluridisciplinaire peut poser problème à la fois au sein du département, où certains y verront une aliénation de leur discipline, et dans d'autres départements, par exemple de science politique, où certains se vexeront qu'un sujet qu'ils estiment devoir être traité par eux le soit ailleurs).

Dans les milieux militaires, enfin, le défi principal est l'attractivité de la recherche. Pour des raisons compréhensibles dans un contexte de surchauffe opérationnelle des armées, les plus hauts potentiels sont orientés vers des postes de commandement, d'état-major ou de cabinet, et passer même quelques années à faire de la recherche n'est généralement pas valorisé dans la carrière. C'est pourquoi, contrairement aux États-Unis, par exemple, les militaires docteurs ou doctorants sont rares en France. Sauf exception, ils ont vu leur progression ralentie. La mauvaise perception du doctorat est un problème qui dépasse largement les armées, puisque la France fait aussi figure d'exception en la matière dans le monde



de l'entreprise. Néanmoins, l'internationalisation croissante de nos officiers supérieurs les expose de plus en plus à des collègues étrangers docteurs, voire à certains postes dans les organisations internationales pour lesquels le doctorat est valorisé, ou même exigé. Il faut espérer que cet appel de l'extérieur, en plus des mesures incitatives prises à l'intérieur (comme la convention DEMS – université Paris-1), finira par améliorer l'image du doctorat et, au-delà, de la recherche au sein des armées.

D'une manière générale, les résistances sont nombreuses mais la dynamique actuelle est puissante et elle va dans le sens de l'histoire. Les études sur la guerre existent depuis longtemps ailleurs et se renforcent partout. La France a pris le train en marche mais elle l'a pris. L'accélération des dernières années est évidente et, tant que l'avenir sera gros de menaces, étudier la guerre restera une priorité.